



COMMUNIQUE DE PRESSE

Malgré leur visite à Hiroshima, pas de nouveaux efforts pour le désarmement nucléaire de la part des Ministres des Affaires étrangères du G7

Hiroshima | 11 Avril 2016

Les Ministres des Affaires étrangères des pays du G7 ont conclu leur réunion aujourd'hui à Hiroshima avec une visite au Parc du Mémorial de la Paix de Hiroshima, les sept pays ont affirmé « partager le désir que les armes nucléaires ne soient plus jamais employées », tout en continuant à se tenir prêts à utiliser ces armes.

Malgré la reconnaissance de l'« immense dévastation et des souffrances humaines » que les bombes atomiques US ont déchaînées sur Hiroshima et Nagasaki, tous les pays du G7 continuent à posséder des armes nucléaires ou à prendre part à des accords militaires qui reposent sur leur possession et leur utilisation, se disposant ainsi à infliger encore de telles conséquences inhumaines.

« Alors que le G7 affirme partager le désir que les armes nucléaires ne soient plus jamais employées, sa déclaration ne prend aucun engagement pour accélérer ou renouveler les efforts pour faire progresser le désarmement », explique Akira Kawasaki, directeur exécutif de Peace Boat et membre du groupe de direction d'ICAN. Il poursuit: « Étant donné que tous les pays du G7 maintiennent des politiques de défense qui impliquent d'être prêt à utiliser des armes nucléaires et d'infliger des dommages humanitaires inhumains et aveugles, nous ne pouvons pas attendre d'eux qu'ils prennent le leadership du désarmement nucléaire. D'autres États doivent aller de l'avant et interdire les armes nucléaires avec ou sans eux. »

La bombe atomique US qui a été lancée sur Hiroshima a tué environ 140.000 personnes, à la fois lors de l'explosion initiale et à cause de l'exposition aux rayonnements. Les victimes étaient principalement des civils et il existe encore des personnes à Hiroshima et à Nagasaki qui souffrent des effets à retardement de la contamination radioactive.

« En un éclair, Hiroshima est devenu un lieu de désolation, avec des monceaux de gravats, des gens blessés aux formes grotesques et des cadavres noircis partout. Les Ministres des Affaires étrangères du G7 ont marché sur le sol où l'on retrouve encore les os des victimes. C'est à cet endroit où des milliers de personnes ont été instantanément fondues ou vaporisées. Et pourtant, les mêmes gouvernements continuent de renforcer leur sécurité nationale autour de ces armes inhumaines et de s'opposer aux efforts pour les interdire », explique Setsuko Thurlow, militante et survivante de la bombe atomique d'Hiroshima.

Le 2 mai, les gouvernements se réuniront à l'Organisation des Nations Unies à Genève, Suisse pour des pourparlers sur la création de nouvelles lois sur les armes nucléaires. Trois des membres du G7, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, boycottent ces discussions, refusant ainsi de participer de manière constructive aux efforts visant à « créer les conditions » pour le désarmement nucléaire, comme ils s'y sont engagés.

En dépit de cela, 127 gouvernements ont approuvé l'« Engagement humanitaire » : un engagement à interdire et à éliminer les armes nucléaires. Les pourparlers de Genève seront l'occasion de commencer à travailler sur les éléments d'un nouveau traité d'interdiction - avec ou sans les États dotés d'armes nucléaires.

« L'expérience d'Hiroshima et de Nagasaki démontrent que les armes nucléaires sont inacceptables pour des raisons humanitaires et doivent être interdites. Les pays du G7, devraient se joindre à la majorité des gouvernements qui reconnaissent cela et participent au processus d'interdiction des armes nucléaires », explique Beatrice Fihn, directrice exécutive d'ICAN.

À PROPOS D'ICAN

La Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) est une coalition de plus de 440 organisations non gouvernementales dans 98 pays. Nous appelons les gouvernements à lancer des négociations sur un traité interdisant les armes nucléaires, ce qui les placerait sur le même pied juridique que les armes chimiques et biologiques et aiderait à ouvrir la voie vers leur élimination complète.

CONTACT

Pour plus d'information veuillez contacter :

Beatrice Fihn
beatrice@icanw.org,
+41 (0) 78 613 94 72